

La Politique en chansons

Grâces soient rendues à M. Daigre, chirurgien-dentiste à Angoulême.

Cet honnête Charentais ne borne pas son ambition à débarrasser les molaires de ses concitoyens de leurs incisives avariées ou de leurs incisives ébréchées. Il consacre ses veilles à l'étude des grands problèmes politiques qui passionnent le pays et il apporte à leur solution, les concours de son inspiration et de sa Muse.

Car M. Daigre n'est pas seulement chirurgien-dentiste: il est poète et musicien, et chose remarquable il ne s'en vante pas, sur l'air de Pégyne, vers des pays de rêve ou la Vie Chère est inconnue. Avec lui, la lyre d'Orphée résonne pour accompagner de justes appréciations sur le balais du Franc, le prix de la légume et d'autres contingences d'ici-bas.

M. Daigre a le rare mérite d'avoir mis en chansons la situation politique et d'avoir proposé, dans la langue des dieux, des solutions pratiques pour en sortir.

Je n'en voudrais de ne pas contribuer un peu à faire passer à la postérité les œuvres de M. Daigre, l'on ne saurait trop en donner quelques extraits. Cet essai littéraire nous chahutera un peu des boniments à la noix que des gens soi-disant sérieux nous racontent tous les jours, sous prétexte d'exposer leur système politique.

Tout d'abord, voyons ce que M. Daigre propose pour sauver le franc :

En faisant rentrer tout l'argent caché à l'étranger, en faisant rentrer gorgé aux voleurs, en limitant les fortunes, on éviterait la banqueroute, on tuerait la vie chère, on amortirait la dette et les impôts diminuerait au fur et à mesure.

Il n'y a pas à dire que ce soit la proposition de M. Daigre. Mais vous serez tout à fait convaincu de la justesse de ses vues en écoutant la petite chanson qu'il a composée sur ce sujet :

Nous avons au gouvernement,
Un homme qui ne sait comment
Faire monter le franc,
Craignant la menace fiscale,
La fortune qui se cavale,
Traverse l'Océan.

En France, tous ceux qui font ça,
Seraient fondus comme un forçat
Si j'étais Poincaré
Et envoyés dans la Cayenne ;
Ou devant une Saint-Etienne,
Seraient mis en carré.

Car escamoter son argent,
Équivaut, assassiner les gens,
La famine, sans doute,
Mettrait le pays en déroute,
On se ferait à une croûte,
Avec la banqueroute.

Ce so chanlé sur un air dont M. Daigre vous enverra la musique, si vous y tenez, pour vingt-cinq sous.

En somme, ce brave dentiste-poète n'a fait que traduire, en vers excellents, une proposition de loi qui fut déposée au début de la précédente législature et qui demandait la peine de mort pour les spéculateurs.

Quand tous les Français chanteront
La chanson de M. Daigre,
On pourra commencer à monter la guillotine.

Et à ce moment-là, vous verrez comme tous les profiteurs s'empileront dans la soupière, comme le dit élégamment la muse de M. Daigre, dans une autre chanson, dont voici le dernier couplet :

Pour amortir la dette en France,
Et payer moins d'impôts, — quelle chance ! —
Moi, je propose dix millions par tête, — c'est
Que cinq cent mille francs par tête, — c'est
Pas assez.

A tous nos multimillionnaires,
Et pour qu'il n'y ait plus à s'en faire,
Elector.

Vieux farceur,
Chantez dans la France entière,
Refrain :

Alors volons, ma chère,
Les profiteurs de guerre,
Cause de la Vie Chère,
Pleinrent tous dans la soupière,
On les aura assez touchés,
Ne seront plus sacrés,
Ni très... très protégés,
Par tous nos députés.

D'ailleurs, ces derniers, — les députés — sont fort responsables de cette situation. Et M. Daigre ne met pas de gants pour exprimer son indignation contre l'incompétence des représentants (il s'agit, bien entendu, de ceux du Bloc National) qui nous ont mis dans le pétrin.

Et il clame cette indignation dans un poème qui débute ainsi :

A Paris, le Palais-Bourbon
Est une cage à caméléons !
Tous ses bipèdes,
Y sont fort bêtes,
Car, dans les plus graves questions
Qui intéressent le nation,
Tous ces fumistes,
— Cela est triste, —
Ne trouvent pas la solution.

Il ne faut d'ailleurs pas trop s'en étonner, car ils ne perdent pas l'occasion
De se donner satisfaction,
Avec leur poule,
Partent en foule.

Aussi, M. Daigre les marque-t-il au front de ses vers vengeurs et il le leur dit sans barguigner :

Aussi, je les mets en chanson,
Et tout augmente,
Sauf notre rente !
Tas de fousseurs, tas de... politrons,
Du pétrin, ils sont les mitrons.

Bon ! Mais voilà les mitrons dehors. Il va falloir remettre la boulangerie sur pied et il faut, à la nouvelle Chambre, un nouveau programme.

M. Daigre en a un. Que dis-je, un ! Il en a plusieurs. Je ne vous les exposerai pas tous, d'autant plus que leur charme est moins grand, car ici le dentiste-musicien-poète s'exprime en prose, mais non, cependant sans originalité. Voyez plutôt son programme agricole.

Il débute par une constatation d'une incomparable exactitude : c'est que l'Agriculture, dans la majeure partie de nos campagnes, est en retard d'un siècle.

A quel cela tient-il ? C'est ici que M. Daigre fait preuve d'une gentille perspicacité : cela tient, dit-il, au certificat d'études.

Ecoutez-le :

« Le fameux certificat obtenu, l'enfant considéré par ses parents comme un être supérieur, ne doit pas être cultivateur, on doit en faire un « Monsieur » et l'on frappe à la porte

Un Cabinet Marsal constitué

M. MILLERAND a présidé une conférence à laquelle assistaient :

MM. Marsal, Ratier, Lefebvre du Prey, Maginot, Landry, Fabry, Reibel, Capus, Jourdain, Le Trocquer, Flandin, Ferry. ::: :::

La Crise de la Constitution



La constitution du Cabinet François Marsal est l'avant dernier épisode du drame politique qui se déroule en France depuis le Onze-Mai. Les hautes conjonctures par M. Poincaré ont suscité un profond mécontentement dans le pays et cette vague puissante aura tout balayé, aveuglément.

Le message du Président de la République porté devant les Chambres par le gouvernement d'un jour ou d'une semaine de M. François Marsal aura pour conclusion la démission de M. Millerand. On ira à Versailles et peut-être alors la France, inquiète depuis plusieurs semaines, retrouvera-t-elle la confiance et la paix.

C'est une transformation plus profonde qu'on ne le pense que celle qui s'accomplit en ce moment dans nos institutions. La thèse de la responsabilité parlementaire vient d'être consacrée par les faits. Jusqu'ici nous avions eu des Présidents de la République, inactifs et plus ou moins décoratifs. M. Millerand a voulu être un chef de l'Etat agissant et prenant des initiatives. La constitution lui en donnait le droit et le devoir.

C'est le Président de la République qui négocie et signe les traités ; c'est lui qui PRÉSIDE le Conseil des Ministres. En réalité, le Président de la République est le vrai président du Cabinet sous portefeuille.

Comment cette conception tout à fait constitutionnelle est-elle compatible avec la non-responsabilité du Président devant le Parlement ? C'est dans les origines de la Constitution de 1875 qu'il faut en chercher l'application. Mais il semble bien que le nouveau Parlement ait décidé qu'il devait en être autrement.

Si l'on va à Versailles pour nommer un nouveau Président de la République il me paraît nécessaire d'y retourner bientôt pour modifier la Constitution qui ne répond plus aux nécessités ni à la mentalité du temps présent.

Ce serait faire injure au caractère de M. Millerand lui-même que de dire qu'il a été l'homme d'une politique. Il disait en septembre 1920, avant son élection présidentielle : « Le Président de la République, s'il ne doit jamais être l'homme d'un parti, peut et doit être l'homme d'une politique arrêtée et appliquée en étroite collaboration avec ses ministres ». Oui, mais la politique conçue par un chef d'Etat n'a pas toujours les instruments d'exécution, c'est-à-dire les ministres, qui correspondent à cette politique. Entre l'idée et l'acte, il y a eu les hésitations d'un Poincaré, la réaction d'un Maginot, l'incapacité d'un Chéron et d'un Lasteyrie.

Respectueux de la personnalité du Président de la République, nous avons toujours évité de le mêler à la discussion des événements politiques. La droite eut moins de scrupules et s'empressa au contraire de proclamer, pendant la campagne électorale, que sa politique était dictée par l'Élysée. Erreur mensongère qui a aujourd'hui sa grave répercussion.

Certes, nous n'avons pas partagé toutes les vues du chef de l'Etat sur la situation intérieure du pays. C'est le propre des hommes mêlés à la vie publique que d'avoir des opinions différentes sur le bien de la Nation et sur la conduite des affaires de la République. Je le dis, sans regret et avec fierté : il nous a plu de ne jamais laisser paraître, dans ce journal, aucune de ces divergences de vues. Dans le passé du

du conseiller général, du député, du sénateur, pour lui faire obtenir une place dans le bureau, où il va user ses fonds de culottes et surtout sa santé à gagner des prix de famine.

Le certificat d'études a pour but de faire émigrer vers les villes, la plus grande partie de l'élément intelligent des campagnes et il n'est resté à la terre que ce qui n'a pu obtenir ailleurs aucun emploi.

En supprimant le certificat d'études et en établissant dans les campagnes un enseignement agricole avec champs d'expériences, on retirerait à la terre la majeure partie de l'élément instruit dans les écoles de campagne.

Je ne suis pas du tout étonné que M. Daigre soit l'ennemi du certificat d'études et je m'étais bien douté à la lecture de ses œuvres qu'il était sérieusement brouillé avec le programme de cet examen élémentaire.

Mais je le lui pardonne volontiers, car grâce à lui, voilà la politique qui finit par des chansons et ça n'est pas ce qu'elle peut faire de plus mauvais.

E. VERMEERSON.

« Réveil du Nord » il y a le souvenir de Millerand, avocat défenseur du Syndicat des Mineurs en 1893 contre les Compagnies féroces, contre un gouvernement de répression brutale ; il y a la longue et confiante amitié d'Edouard Delesalle, notre fondateur, pour le compagnon des premières luttes du socialisme. Ce sont là des faits qui dominent de beaucoup à nos yeux les incidents des batailles électorales et la vie serait de peu de prix si les variations de la fortune faisaient oublier si aisément les devoirs de la fidélité.

Le Président Millerand a loyalement servi la cause de la République. Je sais qu'il a défendu contre des entreprises de dictature et de réaction. Qu'il ait contrefait des partis auxquels vont nos préférences, cela ne fait pas de doute. Au moment où il va démissionner et où il va quitter la plus haute charge de la République on voudra bien reconnaître en lui disant publiquement notre dévouement sympathique.

Lorsque sera réglée la crise constitutionnelle, et le plus tôt sera le mieux, nous souhaitons qu'un gouvernement stable et laborieux se mette enfin à l'œuvre. Le pays ne peut vivre dans cette agitation parlementaire et l'intérêt supérieur de la Nation commande qu'on se remette au travail, après deux mois et demi de politique.

La démocratie a mis ses espérances dans les gauches et M. Herriot ne peut manquer d'employer les jours qui le séparent encore du pouvoir à préparer le plan d'action d'un gouvernement contre la vie chère, contre le change excessif, contre l'esprit de guerre, contre la réaction.

Eug. GUILLAUME.

Les entretiens de M. Marsal

Paris, 8. — M. François Marsal s'est entretenu ce matin au Ministère des Finances avec un certain nombre de sénateurs et députés, en vue de la formation du Cabinet qu'il a accepté de constituer pour porter devant les deux Chambres, le message présidentiel. Il a reçu successivement MM. Maginot, Fabry, Reibel, Louis Dubois, ancien Président de la C.G.F., Landry, Lefebvre du Prey, Jourdain, Joseph Capus, Désiré Ferry, Flandin et Louis Marin.

En raison du caractère particulier et limité de sa mission, M. Marsal ne s'inspirera pas de considérations politiques pour le choix de ses collaborateurs. Il fera appel au concours de plusieurs ministres du Cabinet démissionnaire ainsi qu'à certains membres du Gouvernement que présidait M. Millerand en 1920.

Lecture du message Mardi à 15 heures

A la fin de la matinée, M. François Marsal s'est rendu au Palais Bourbon où il a annoncé à M. Poincaré que le nouveau Cabinet se présenterait devant le Parlement mardi prochain à 15 heures pour lui communiquer le message du chef de l'Etat. Une communication analogue a été faite au Président du Sénat.

Pas un message de démission

Paris, 8. — M. François Marsal, interviewé, a expliqué que le message présidentiel ne serait

nullement un message de démission, mais que ce document exposerait le rôle constitutionnel du chef de l'Etat, rappellerait que le Président de la République, après les élections, voulait constituer un cabinet de gauche et mettrait enfin le Parlement en face de ses responsabilités.

Ensuite, a ajouté M. François Marsal, je préciserai en quelques mots l'attitude du gouvernement. Je ferai remarquer par exemple à M. Herriot qu'il avait accepté comme successeur désigné de se mettre en contact avec le gouvernement qui sera, je pense, à ce que le pays soit renseigné et saché que tout se fait très régulièrement, très constitutionnellement, en pleine clarté, ce que nous faisons est très naturel et très raisonnable. Il n'y a donc place pour aucune émotion.

M. François Marsal a conclu que c'était le droit absolu de la Chambre de séder aujourd'hui, mais qu'il ne se passerait absolument rien d'ici à mardi à trois heures.

Les réceptions d'hier

Paris, 8. — Poursuivant ses négociations en vue de la constitution du cabinet, M. François Marsal a reçu successivement dans la matinée, MM. Lefebvre du Prey, Landry, Jourdain, M. LEBEBVRE DU PREY et LANDRY sont tout prêts, ont-ils dit, à donner leur collaboration à M. François Marsal, parce que l'idée qui préside à la formation de ce cabinet est tout à fait conforme à la vérité constitutionnelle.

Dans l'après-midi, M. François Marsal a d'abord reçu M. Jourdain. Celui-ci l'a avisé qu'il n'est pas entré en contact avec les sénateurs et députés d'Alsace et de Lorraine, il considérerait comme un devoir d'entrer dans la combinaison et qu'il accepterait définitivement le portefeuille du Travail.

M. Marsal a reçu ensuite M. Maginot, avec lequel il est reparti pour l'Élysée pour annoncer au Président de la République que son ministère était à peu près définitivement constitué et qu'il ne manquait que l'attribution d'un ou deux portefeuilles.

La réunion de l'Élysée

Paris, 8. — A 3 h. 30, à lieu à l'Élysée, sous la présidence de M. Millerand, une conférence à laquelle assistent MM. FRANÇOIS MARSAL, RATIER, LEBEBVRE DU PREY, MAGINOT, LANDRY, FABRY, REIBEL, CAPUS, JOURDAIN, LE TROCQUER, FLANDIN, DESIRÉ FERRY.

On suppose que ces différentes personnalités seront appelées à faire partie du nouveau cabinet qui se présentera mardi devant les Chambres.

Le nouveau Ministère

A l'heure actuelle, on peut envisager de la manière suivante, la composition du Cabinet :

- Présidence du Conseil et Finances : M. François MARSAL ;
- Justice : M. ANTONY RATIER ;
- Affaires Étrangères : M. LEBEBVRE DU PREY ;
- Guerre : M. MAGINOT ;
- Marine : M. LANDRY ;
- Colonies : M. FABRY ;
- Travaux Publics : M. LE TROCQUER ;
- Travail : M. JOURDAIN ;
- Régions Libérées : M. LOUIS MARIN ;
- Agriculture : M. OAPUS ;
- Instruction Publique : M. DESIRÉ FERRY ;
- Commerce : M. LOUIS DUBOIS.

Il restera à désigner le titulaire du portefeuille de l'Intérieur pour lequel M. François Marsal a pressenti l'un de ses collègues du Parlement absent de Paris dont la réponse ne lui est pas encore parvenue à l'heure actuelle. C'est ainsi, notamment qu'il se nourrait que le portefeuille des Régions Libérées fut confié soit à M. Louis Marin, soit à M. Désiré Ferry. Mais il est hors de doute que la composition du futur cabinet ne sera pas sensiblement différente.

LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE

NOTRE 11^{me} CRITERIUM CYCLISTE (Amateurs)

Le triomphateur de cette course qui remporta un succès considérable est le lillois JEAN LEPOUTRE, qui se classa premier à l'emballage devant E. CARDOT.



L'ARRIVÉE : JEAN LEPOUTRE BATTANT A L'EMBALLAGE E. CARDOT. — DANS LES MEDAILLONS, EN HAUT : LE VAINQUEUR FELICITÉ PAR M. L. LE MASSON, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU « REVEIL DU NORD ». — EN BAS, A GAUCHE : LE DEUXIÈME, EMILE CARDOT, TENANT SON PETIT GARÇON SUR LES BRAS ; A DROITE : LE TROISIÈME, LUCIEN DEMOOR. (Photos : Le Troisi.)

Nous écrivions hier que notre deuxième Critérium Cycliste (Amateurs) était appelé à remporter un succès éclatant, c'est triomphal que nous aurions dû écrire. Bien que les coureurs participant à l'épreuve ne fussent que des amateurs, c'est en véritables géants de la route, qu'ils ont luté, du départ à l'arrivée. Rarement épreuve cycliste sur routes, a présenté en effet, un intérêt plus captivant que notre Critérium d'hier. En voyant sur la route les petits « diables » travailler, notre pensée se reportait à quinze jours en arrière, au 1^{er} Critérium International qui pour la première fois dans la région avait rassemblé la plupart des « as » du sport cycliste de l'époque. C'est avec le même courage, la même ténacité, le même acharnement, que les coureurs d'hier ont luté. Après la magnifique épreuve on peut dire que Jean Lepoutre, le Cardot, Lucien Demoor, Marcel Mesnil et beaucoup d'autres encore, sont des hommes d'avenir dignes de leurs aînés et maitres.

Le DÉPART

Le contrôle de signature et de distribution de dossards est ouvert à 5 heures sous la direction de MM. Desplanques, Vanvael, Six et Rutot.

Les concurrents, petit à petit, viennent apposer leur sigla. Dans notre hall la foule se presse. Le service d'ordre pourtant imposant, à peine à frayer passage aux coureurs. Nos vendeurs sont littéralement débordés. Les voitures les mâtent on voit le « Réveil ». Les voitures automobiles en bon ordre, se rangent de chaque côté de la rue.

A 6 heures plus de cent coureurs ont retiré leur dossard. Les abords du contrôle sont noirs de monde.

Les concurrents s'empressent de remplir les formulaires formalisés. Les officiels sont affairés. Les coureurs se dirigent sous le pont du tramway, mais une accalmie se produit et nous nous retrouvons tous au lieu de départ officiel, installé face à chez Thibaut et D'Héli. Une grande banderole marque la ligne de départ. On procède à l'appel définitif. M. Desplanques fait aux coureurs les dernières recommandations.

Ceux-ci se rangent quatre par quatre. Les moteurs ronfent. Un coup de sifflet. Notre voiture prend la tête. Les coureurs s'élançant sous la pluie. Deux minutes plus tard il ne reste plus sur la route que des centaines de curieux discutant les chances des concurrents.

Sur la route avec les coureurs

Comme toujours, comme dans toutes les courses, l'allure est d'abord très vive. On remarque néanmoins, que la pluie d'orage, froide et aveuglante ne manquera pas d'empêcher bientôt nombre de concurrents si elle persiste. Demoor et Hoffmann mènent le train, un « train d'enfer », 40 à l'heure au moins.

PONT-MARCO est passé en trombe. Un peloton s'est déjà formé. Il groupe environ 50 coureurs, suivis à 200 mètres par un groupe de 15 concurrents.

A 7 h. 40, 106 coureurs passent ensemble à Faumont, le peloton s'est reformé, d'autres groupes séparés les uns des autres suivent. 130 coureurs en tout traversent la localité. L'orage a cessé, mais le ciel est encore menaçant.

RACHES. — Le peloton compte toujours plus d'100 coureurs. Destille même devant les frères Cardot, avec Demoor et Albert Perrain. On remarque beaucoup dans le peloton un mulâtre armé d'un bras, Wambbrugge, de Lens qui fait preuve d'un courage et de qualités exceptionnelles. Voici DOUAL, premier contrôlé volant. L'affluence est grande. On se presse, on s'écrie pour applaudir les coureurs. Hoffmann passe premier menant le peloton dans lequel se trouvent les frères Cardot, Deltoime, Demoor, etc.

L'allure est toujours très vive. La route devient plus mauvaise. Voici encore une averse. Les têtes se baissent, les dos se courbent. Le « train » cependant ne ralentit pas. Peu avant AUBIGNY-AU-BAC dans une côte assez raide, Demoor démarre et prend 100 mètres d'avance. Les frères Cardot se lancent à sa poursuite. Dans le village il est rejoint par Demoor. Dans le peloton, le premier en tête : Hoffmann, les deux Cardot, Lepoutre, Dauchy, René Place et Delhelle.

La sortie d'AUBIGNY, René Place mène, Demoor tient un nouveau lâche. Marc ré-sultat. Il est rejoint, Wambbrugge, le coureur mulâtre est toujours en bonne position. Il faut voir avec quelle dextérité il se ravaille, sur sa machine, exécutant de véritables prodiges d'accrochage !

Un peu avant Cambrai, les coureurs s'échangent sur la route à la file indienne, sur une longueur de plus de deux kilomètres.

CAMBRAI premier contrôlé fixe et ravitaillé. Hoffmann passe avec les frères Cardot en tête du peloton. Les premiers ne descendent pas de machine. Ils continuent après s'être ravitaillés à la hâte. Trois kilomètres au-dessus de Cambrai le peloton commence à fonder.

Les Monuments aux Morts inaugurés hier



A DENAIN A SOLESMES A HERSIN-COUPIGNY